

« Orienter les modèles économiques vers des stratégies bas carbone pour contenir le réchauffement global en deçà de 2°C, c'est une nécessité et une exigence partagée qui transcende la simple dimension politique. C'est le sens de l'engagement de la société civile, et notamment celui des entreprises et des coalitions d'acteurs dont la mobilisation ne cesse de croître et de se structurer.

C'est aussi tout l'engagement de notre cabinet impliqué dans les stratégies et réflexions sur le développement durable en travaillant aux côtés de nombreux acteurs publics, associatifs et privés mobilisés pour porter des solutions concrètes et pour poursuivre la mobilisation, et l'action surtout, pour un monde durable et apaisé! ».

Sylvianne Villaudière, Dirigeante fondatrice du cabinet Alliantis

« CLIMAActu » est l'infolettre conçue et réalisée par le cabinet Alliantis sur le sujet du climat. Depuis 2014, vous y retrouvez régulièrement l'actualité liée au dérèglement climatique, abordée à travers différentes thématiques :

DIPLOMATIE CLIMATIQUE
INTERNATIONALE
UNION EUROPEENNE ET CLIMAT
TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

URGENCES CLIMATIQUES
MOBILISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
DE RIO+20 ... A LA COP22
AGENDA – EVENEMENTS CLIMAT

DIPLOMATIE CLIMATIQUE INTERNATIONALE

La 22e conférence sur le climat, COP22, s'est achevée le vendredi 18 novembre 2016. ([Communiqué de clôture de la COP22](#)). Rappel : Adopté en décembre 2015 par 197 pays des Nations unies, l'Accord de Paris vise à contenir le réchauffement climatique en dessous de 2 degrés : [Convention-cadre sur les changements climatiques](#) (anglais) ; [Convention-cadre sur les changements climatiques](#) (français)

Si la COP22 se voulait plutôt « africaine », en mettant en avant les initiatives lancées à l'échelle du continent, dont le point d'orgue a sans nul doute été l'organisation du premier Sommet africain de l'action en marge de l'événement, la COP23 (6 au 17 novembre 2017), organisée par les îles Fidji à Bonn en Allemagne (pour des questions logistiques), permettra de mettre le curseur sur les conséquences du réchauffement climatique sur les petits Etats insulaires. En 2018, c'est la Pologne qui devrait accueillir la COP24.

[- Le Premier ministre fidjien et président entrant de la COP 23, M. Frank Bainimarama, a dévoilé le 10 avril le logo de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique de cette année, conférence qui se tiendra à Bonn en novembre. Le secrétaire d'État allemand à l'environnement, M. Jochen Flasbarth, a également assisté au lancement. Le logo présenté hier représente la vulnérabilité des petits États insulaires en développement aux impacts du changement climatique, comme l'élévation du niveau de la mer et l'intensité croissante des tempêtes. Il dépeint une île partiellement submergée et d'une énorme vague qui s'abat sur elle : il vise à sensibiliser davantage au futur incertain auquel sont confrontées de nombreuses îles, d'autant plus que la COP23 ne se tiendra pas aux Fidji.](#)



- Les îles Fidji, qui organiseront la 23e conférence de l'ONU sur le climat (COP23), ont exhorté le 3 mai 2017 Président américain Donald Trump à ne pas renoncer à l'Accord de Paris contre le réchauffement climatique. Le Premier ministre fidjien Voreqe Bainimarama a affirmé mercredi 3 mai que la communauté internationale avait besoin du leadership des Etats-Unis pour «faire face au plus grand défi de notre époque».

- Six mois après l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris, la grande majorité des délégations nationales présentes à Bonn (du 8 au 18 mai 2017) a réitéré sa détermination à le mettre en œuvre rapidement. Représentant plus d'un milliard d'individus, les 48 pays membres du Forum de la vulnérabilité climatique ont rappelé que rester sous la barre des +1,5°C de réchauffement climatique est littéralement une question de survie pour leurs territoires et populations. Au cours des 2 dernières semaines, les négociations sur la définition des règles de mise en œuvre de l'Accord de Paris ont progressé de manière inégale. Très techniques, les débats ont surtout porté sur des questions de procédure autour de l'application de l'Accord de Paris. Rien de tangible n'est sorti sur le fond de ce «mode d'emploi de l'accord», que les négociateurs ont jusqu'en 2018 pour préciser.

- Petites îles du pacifique menacées par la montée des océans (Fidji, Marshall, Maldives, etc), pays africains inquiets de la désertification (Éthiopie, Rwanda...) ou pays en développement touchés par des phénomènes climatiques exceptionnels (Népal, Philippines, etc.) : rassemblés au sein du Climate Vulnerable Forum (CVF) ont tiré la sonnette d'alarme lors négociations climatiques de Bonn. Les négociateurs climat du monde entier étaient réunis en Allemagne jusqu'au 18 mai pour avancer sur les modalités d'application de l'accord de Paris. Si la communauté internationale s'est engagée en 2015 à limiter le réchauffement climatique à 1,5° par rapport à l'ère préindustrielle, la planète est aujourd'hui sur une trajectoire bien plus élevée. Dix-huit mois après l'adoption de l'accord de Paris pour le climat, les pays les plus exposés au changement climatique attendent toujours les financements promis à Paris en 2015.

- Le Pape François a reçu le 24 mars 2017 le Président fidjien Jioji Konousi Konrote au palais apostolique du Vatican. Lors de leur entretien, le Saint-Père et son hôte ont pu évoquer les bons rapports existant entre le Saint-Siège et cette île du Pacifique ainsi que la contribution de l'Eglise catholique à la vie du pays, comme le souligne le communiqué du Saint-Siège.

- À l'occasion d'Earth Hour le 25 mars dernier, le ministre de l'Agriculture, du développement rural et maritime et de la gestion des catastrophes naturelles Inia Seruiratu a déclaré: "L'avenir de Fidji est en jeu. L'avenir de la planète est en jeu. Nous ne prenons pas seulement ces responsabilités pour le peuple fidjien, mais aussi pour les 7.5 milliards de personnes sur la terre."

- Le secrétariat des Nations Unies sur les changements climatiques a indiqué début avril 2017 être à la recherche de partenariats avec des parties prenantes dont le secteur privé, à l'appui de la prochaine COP 23 qui se tiendra à Bonn (Allemagne) du 6 au 17 novembre 2017. Pour plus d'informations sur cet appel à partenariats en amont de la COP 23, ainsi que sur les nouvelles directrices pour la création de partenariats avec le secrétariat, veuillez-vous rendre sur le site de la CCNUCC ou contactez : partenariats@unfccc.int.

- Le secrétaire d'Etat Rex Tillerson a expliqué jeudi 11 mai 2017 devant le Conseil de l'Arctique (forum intergouvernemental créé pour coopérer en matière d'environnement, d'exploitations pétrolière et minière, de trafic maritime, de pêche et de tourisme), réuni en Alaska, que Washington n'allait pas se "précipiter" pour réviser sa politique environnementale, le président Donald Trump ayant repoussé par deux fois sa décision sur son maintien ou non au sein de l'accord multilatéral de Paris.

- Ex-ministre de l'écologie depuis la démission du gouvernement mercredi 10 mai, ex-présidente de la conférence climat, la COP (la présidence actuelle en est assurée, depuis la conférence de Marrakech en novembre 2016, et pour un an, par le Marocain Salaheddine Mezouar), Ségolène Royal s'est rendue à Bonn (dans le cadre de la session de travail des 196 pays membres de la convention-cadre sur le climat en cours) accompagnée de plusieurs conseillers ainsi que de Brigitte Collet, la nouvelle ambassadrice chargée des négociations sur le changement climatique, des énergies renouvelables et de la prévention des risques. « Je me suis demandé si j'avais le droit de venir, mais je veux continuer à être utile, assume Ségolène Royal. Et puis il faut gérer les affaires courantes, ou plutôt, les affaires structurantes. »

- Jusqu'ici, il avait toujours refusé les propositions ministérielles. A 62 ans, l'écologiste Nicolas Hulot a été nommé le 17 mai dernier Ministre d'Etat en charge de la Transition écologique et solidaire, au sein du gouvernement d'Edouard Philippe. Son nom a été annoncé en deuxième position dans l'ordre protocolaire, signifiant l'importance que le Président de la République, Emmanuel Macron, entend accorder à l'écologie pendant son quinquennat.

UNION EUROPEENNE ET CLIMAT

De leur côté, les dirigeants de l'Union Européenne tentent d'accélérer le mouvement en faveur des politiques Climat :

- Jeudi 27 avril, la Commission européenne a classé sans suite la procédure d'infraction ouverte contre la France en 2014 concernant le projet controversé d'aéroport du Grand Ouest Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique). Bruxelles s'interrogeait sur l'évaluation environnementale des impacts environnementaux du projet. Cette décision, non commentée par l'exécutif européen, satisfait les partisans de l'aéroport. L'Association contre le survol de l'agglomération nantaise (ACSAN) et le Syndicat mixte aéroportuaire du Grand Ouest (SMA) appellent tous deux le prochain gouvernement à lancer le début des travaux.

- Le programme de 10 milliards de dollars pour les énergies renouvelables lancé « par l'Afrique et pour l'Afrique » lors de la COP21 se voit perturbé à la suite de l'intervention de l'UE et de la France. Dans une lettre de démission obtenue par le site d'information sur le climat Climate Home, le haut responsable de l'Initiative africaine pour les énergies renouvelables (IAER), Youba Sokona, accuse les donateurs d'avoir mis sur pied une stratégie pour imposer aux Africains des projets automatiquement sélectionnés par les Européens. Le conflit a éclaté à Conakry, en Guinée, le 4 mars dernier, lorsque le conseil de l'UE a approuvé 19 projets à hauteur de 4,8 milliards d'euros. Pour Youba Sokona, les Européens présents ont réussi à imposer leur liste, en ignorant « une série de réserves » émises par certains membres africains.

- Pionnière dans les années 1990 avec la création d'un marché carbone et des investissements dans les énergies renouvelables, l'Europe a depuis été rattrapée en termes d'investissements verts et son marché carbone, qui couvre 40% de ses émissions (chimie, acier, ciment notamment), doit profondément être réformé car il ne remplit pas son rôle, qui est d'encourager les entreprises à réduire leurs émissions. L'UE, troisième émetteur de gaz à effet de serre (10%), est-elle une si bonne élève de la lutte climatique? Tour d'horizon de ses engagements, progrès et marges de manœuvre alors que se déroulent à Bonn, en Allemagne, des négociations sur l'application de l'accord de Paris.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Adoptée au début de l'été 2015 par le Parlement français, la loi sur la transition énergétique a été officiellement promulguée au Journal officiel le 18 août 2015. Lors du Conseil des ministres du 19 avril 2017, Ségolène Royal a précisé que la quasi-totalité des textes d'applications était désormais publiée. Les 19 ordonnances prévues dans le cadre de cette loi ont été présentées en Conseil des ministres et leurs ratifications sont « en bonne voie » (l'ordonnance sur l'autoconsommation ayant notamment été publiée en février 2017). Sur les 162 décrets prévus, 98% ont par ailleurs été soumis au Conseil d'État ou mis en signature et 95% ont été publiés selon le ministère.

- Ségolène Royal, ministre de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, en charge des Relations internationales sur le climat de l'époque, a publié le dossier préparé pour la communication en conseil des ministres du 19 avril 2017, intitulé « Bilan de l'application de la loi de transition énergétique pour la croissance verte et stratégies d'application ».

- A l'occasion de l'un des derniers conseils des ministres de la mandature, Ségolène Royal a présenté le 19 avril une communication sur le bilan de l'application de la loi de transition énergétique du 17 août 2015 et des initiatives qui y sont liées : "Les nombreux textes d'application sont désormais quasiment tous publiés", a assuré la ministre de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, chargée des relations internationales sur le climat. 100% des 19 ordonnances ont été prises en conseil des ministres et les lois autorisant leurs ratifications sont en cours d'achèvement, a-t-elle précisé. "98% des décrets - sur un total considérable de 162 mesures à prendre - ont été soumis au Conseil d'État ou mis en signature, et 95% sont publiés", a-t-elle ajouté.

- Après l'accord de Paris (COP 21), tout reste à faire pour lutter contre le changement climatique. Alors que les trois quarts des émissions de carbone sont très peu taxées, il faudrait les imposer entre 40 et 80 dollars la tonne, selon le rapport Stern-Stiglitz, publié le 22 avril 2017. Analyse de Gaël Giraud, économiste en chef de l'Agence Française de Développement, membre de la Commission Stern-Stiglitz, directeur de la Chaire Énergie et Prospérité.

- En 2015, les éco-activités ont représenté 440.950 emplois en équivalent temps plein (ETP), soit 1,7% de l'emploi en France. Les effectifs ont augmenté de 1,2% entre 2014 et 2015 alors que, dans l'ensemble de l'économie, ils n'évoluaient que de 0,4%. "Cette hausse s'explique avant tout par le dynamisme de l'emploi dans le domaine de la protection et la restauration des sols et masses d'eau, notamment dans l'agriculture biologique qui continue son développement à un rythme soutenu", souligne le service de statistiques du ministère de l'Environnement, le SOeS, dans une publication sur les éco-activités et l'emploi environnemental en 2015, mise en ligne le 11 mai.

- L'exemplarité de l'État et des collectivités territoriales en matière de construction va gagner en performance à compter du 1er septembre 2017. En effet, les constructions neuves réalisées à partir du 1er septembre 2017 sous maîtrise d'ouvrage publique devront répondre à des caractéristiques de performance énergétique et environnementale. L'arrêté fixant les exigences à respecter est paru le 19 avril.

- Le sénateur écologiste Ronan Dantec présentait le 11 mai 2017 le rapport de la commission d'enquête sur les mesures de compensation des atteintes à la biodiversité liées aux grands projets d'infrastructures, comme l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Une initiative « inédite », qui plus est sur un sujet « sulfureux » car clivant.

- Le baromètre du crowdfunding EnR, créé par GreenUnivers, avec le soutien de l'association Financement Participatif France, a été publié début mai. Le constat est sans appel : le financement participatif des projets d'EnR gagne du terrain en France. En 2016, 11,5 millions d'euros ont été collectés sous forme de dette, 66 projets d'énergies renouvelables ont été financés grâce aux 13 plateformes de financement participatif recensées.

- A l'occasion d'un référendum organisé dimanche 21 mai, les Suisses ont approuvé, à 58,2%, une nouvelle loi sur l'énergie qui vise à remplacer le nucléaire par des énergies renouvelables. La nouvelle loi sur l'énergie, soutenue par le gouvernement et le Parlement suisse, entrera en vigueur au 1er janvier 2018 et sa mise en œuvre est prévue par étapes jusqu'en 2035. "Pour tous les écologistes, qu'ils soient politisés ou non, c'est un jour historique dans le pays", a affirmé la députée des Verts Adèle Thorens Goumaz à la télévision suisse.

URGENCES CLIMATIQUES

La crise climatique s'aggrave et s'accélère, bien des faits et chiffres en attestent :

- L'objectif le plus ambitieux de l'accord de Paris sur le climat, signé en décembre 2015, qui vise à limiter la hausse moyenne de la température de la Terre à 1,5 °C par rapport au début de l'ère industrielle, ne sera pas atteint. Ce réchauffement «anormal», lié aux activités humaines, serait obtenu entre 2026 et 2031, estime une étude publiée en mai 2017 dans Geophysical Research Letters.

- L'année 2016 a été la plus chaude jamais enregistrée, avec une température moyenne globale en hausse de +1,1°C. C'est ce constat alarmant qui ressort du rapport annuel publié mardi 21 mars par l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM).

- Le changement climatique ne crée pas le terrorisme, mais participe à la mise en place d'un environnement favorable à son développement. C'est ce que l'on retient du rapport «Insurrection, terrorisme et crime organisé face au réchauffement climatique» publié en avril 2017 par le think tank allemand Adelphi, et rendu publique par l'agenceecofin.com.

- Du Venezuela au Moyen-Orient en passant par le Sahel, les conséquences du changement climatique semblent favoriser crime organisé et terrorisme. L'ONU et un think-tank berlinois sonnent l'alarme. Outre la crise humanitaire, l'ONU s'est alarmée de l'impact de la tragédie sur une région où prospère déjà Boko Haram. Une corrélation également mise en lumière par le rapport publié le 20 avril par le groupe de réflexion berlinois Adelphi, qui juge que si le changement climatique ne mène pas directement à l'émergence de groupes terroristes, il crée toutes les conditions qui les favorisent.

- La recharge des nappes phréatiques françaises est en retard, rapporte le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), ce jeudi 20 avril. La moitié d'entre elles sont en déficit. Alors que l'été arrive, "il faut être vigilant, la situation pourrait éventuellement devenir préoccupante", estime Philippe Vigouroux. Mais, à ce stade, l'hydrogéologue du BRGM ne fait pas de prévision. Il explique que la situation évoluera en fonction de la pluviométrie des deux prochains mois. Si la pluie n'est pas au rendez-vous, les besoins en eau pourraient être importants, notamment pour l'agriculture. Dans ce cas, il faudra puiser précocement dans les réserves souterraines.

MOBILISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

- L'Alliance of CEO Climate Leaders a publié sa déclaration relative à la transparence sur le climat. Ce groupement de 27 dirigeants de grands groupes internationaux - dont 3 entreprises françaises - représente 4900 milliards de dollars d'actifs, 469 millions de tonnes de CO2 (soit environ l'empreinte CO2 de la France) et 700 milliards de dollars de revenus. Il demande aux pays du G20 d'adopter le cadre de référence de la Task Force on Climate Financial Disclosure. Ces recommandations visent à aider les entreprises à informer les parties prenantes et en particulier les investisseurs, sur la manière dont les risques climatiques pourraient impacter leurs activités, et les mesures pouvant être déployées pour mettre en place une trajectoire 2°C. Les pays du G20 se réuniront début juillet et devraient, en principe, adopter les recommandations.

- Un an après le lancement par Moody's de sa méthodologie d'évaluation des obligations vertes, Standard and Poor's vient de lancer son service d'évaluation verte et va plus loin avec une approche qui vise à mesurer le degré de "verdeur" d'un produit. L'agence de notation financière vient d'annoncer qu'elle était désormais en mesure d'évaluer l'impact environnemental de produits financiers (obligations, prêts, titrisations et actions). Pour cela, elle se fonde sur la méthodologie Trucost, une société spécialisée dans les données environnementales et l'analyse des risques, rachetée à l'automne dernier par S&P Dow Jones Indices.

- Dans une lettre commune datée du 9 mai 2017, France Nature Environnement, le Réseau Action Climat, la Fondation Nicolas Hulot, les Amis de la Terre, WWF France, Humanité et Biodiversité, Surfrider Foundation, et la Ligue de protection des oiseaux ont demandé que le périmètre du futur ministère en charge du développement durable comporte à la fois l'écologie, la biodiversité, le climat et l'énergie, le transport, le logement et l'urbanisme, l'aménagement du territoire, la pêche et la mer. Elles espèrent enfin que le futur locataire bénéficiera à nouveau du statut de ministre d'État. Un titre qui n'a plus été conféré à un ministre chargé de l'environnement depuis le départ de Jean-Louis Borloo, en 2010.

- Notre monde est suffisamment prospère pour diviser de presque moitié les émissions annuelles de CO2 d'ici 2040, selon l'Energy Transitions Commission. Selon le dernier rapport de cet organisme regroupant de grands acteurs industriels (BHP Billiton, Veolia, Shell, Schneider Electric), des instituts sur l'environnement et des établissements financiers (Merrill Lynch, HSBC), il est possible techniquement et financièrement de faire passer les émissions de CO2 de 36 milliards de tonnes par an aujourd'hui à 20 milliards de tonnes en 2040, contre 47 milliards selon la tendance actuelle : "Ce n'est pas seulement un autre plan, c'est un meilleur plan ! Nous montrons comment le monde peut éliminer les obstacles pour transformer les défis en opportunités, non seulement dans les économies avancées, mais aussi dans les pays émergents", souligne Ajay Mathur, vice-président de l'Energy Transitions Commission (ETC).

- Les Etats-Unis de Donald Trump vont-ils rester dans l'Accord de Paris ? Cette question fait l'objet d'intenses tractations au sein de l'administration américaine entre les partisans du retrait pur et simple, tel qu'il a été promis par le candidat républicain, et ceux qui le poussent à faire finalement volte-face. Pour tenter de faire pencher la balance en faveur du maintien dans l'Accord de Paris, de plus en plus d'entreprises américaines se mobilisent. Au nom de leurs intérêts économiques à long terme. Le Business Council for Sustainable Energy (BCSE), un groupement d'entreprises du secteur des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et du gaz naturel, vient ainsi d'adresser une lettre au chef de la diplomatie Rex Tillerson pour lui demander de ne pas sortir des engagements signés lors de la COP21.

[- Lors de l'Assemblée générale du pétrolier américain Occidental Petroleum, le vendredi 12 mai, les actionnaires ont voté majoritairement en faveur d'une résolution forçant l'entreprise, à partir de 2018, à évaluer et à rendre public les impacts à long terme du changement climatique sur ses activités. La direction s'était pourtant fermement opposée à cette résolution.](#)

[- Officiellement, la manifestation n'était pas partisane. Et de fait, peu de slogans vus dans les rues de Washington citaient nommément Donald Trump. Mais la Marche pour la science, organisée samedi 22 avril dans la capitale fédérale, ainsi que dans plus de 500 villes à travers le monde, a bien sonné comme une réponse directe à la politique menée par le nouveau président américain. "Cette administration est entrée en guerre contre la recherche alors nous voulons rappeler que la science est importante. J'espère que ce message sera entendu", résume en montrant du doigt la Maison-Blanche Eric Reed, directeur d'un centre de recherche en physique en Californie.](#)

[- Les collectivités territoriales d'Afrique redoublent d'efforts pour accéder à la finance climat. Réunies sous la bannière de Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique \(CGLU Afrique\), leurs représentants ont organisé un atelier élargi de brainstorming, le 7 avril à Rabat, pour examiner les conditions à remplir afin que les villes et territoires d'Afrique puissent accéder à la finance climat, notamment au Fonds vert climat.](#)

[- L'Afrique garde le cap pour l'action climatique. Les rencontres officielles pour trouver des solutions réalisables aux questions environnementales se multiplient, quelques mois avant la COP 23 qui se tiendra novembre prochain en Allemagne. Du 28 au 30 juin 2017, ça sera à Cotonou d'accueillir le 9^{ème} Forum africain du carbone. Cette édition se concentrera sur les possibilités de renforcer l'engagement entre acteurs étatiques et non-étatiques dans les secteurs clés pour l'Afrique. Il s'agit, principalement, de l'énergie et de l'agriculture. Lire la suite de l'article dans la Par La Tribune Afrique.](#)

[- Publiée mardi 25 avril, l'étude annuelle d'Asset Owners Disclosure Project \(AODP\) montre une très nette amélioration de l'intégration des risques imputables aux décisions d'investissements. Chaque année, depuis 5 ans, l'ONG britannique passe au crible l'engagement environnemental des 500 plus gros investisseurs mondiaux.](#)

DE RIO+20 ... A LA COP22 ... ET BIENTOT COP23

Du Sommet de la Terre à Rio en 92... au Pavillon France Rio+20 en 2012 ***De la COP21... à la COP22*** ([*Cliquez ici pour lire la suite*](#))

Présente à Rio en 1992 avec une délégation de chefs d'entreprises français pionniers du développement durable au moment du 1^{er} Sommet de la Terre, Sylvianne Villaudière a fondé en 2000 le cabinet Alliantis pour « tisser des alliances » et accompagner les décideurs en matière de stratégie de communication partenariale et RSE. Fortement mobilisée à l'occasion des deux grands événements mondiaux du développement durable : Rio+20 et la COP21 à Paris... Elle a aussi contribué à la COP22 en tant que coordinatrice d'Entreprises COP22 présidée par Brice Lalonde.

Au cours de l'année 2016, la coordination Maroc-France « Entreprises COP22 » a contribué aux dialogues, débats et synergies entre les réseaux français d'entreprises et les réseaux d'entrepreneurs, start up et créateurs marocains et africains concernés par les enjeux climat et la COP22. Retrouvez un retour en images sur le blog de la Coordination en cliquant [ici](#).

Blog de la Coordination : www.entreprisescop22.wordpress.com

**Présentation du « Livre Blanc - Femmes Santé Climat suite à la COP22 »
le 8 mars 2017 à l'Ambassade du Royaume du Maroc à Paris**



Lors de la COP21, une conférence organisée à Paris et le lancement de l'Appel des Femmes pour le Climat avait permis de recueillir des milliers de signatures. En vue de la Cop22, les réseaux Supplément d'Elles, Femmes et Développement Durable ont continué d'alerter avec un Livre blanc intitulé : « Femmes, santé, climat, avançons ensemble vers la COP22 » regroupant des témoignages de responsables de la sphère privée ou publique, œuvrant à leur manière contre le dérèglement climatique et ses impacts sur les femmes et sur la santé. Ce Livre blanc a été présenté publiquement ce 8 mars 2017 à l'Ambassade du Royaume du Maroc à Paris, à l'invitation et en présence de S.E. Monsieur Chakib Benmoussa, Ambassadeur du Royaume du Maroc en France.

A l'issue d'une table ronde, les représentantes des 3 réseaux féminins, Isabelle Guitton, Isabelle Blin et Sylvianne Villaudière ont lancé un Appel à de nouvelles contributions en vue de l'édition du Livre Blanc « Femmes Santé Climat de la COP 22 à la COP23 ». Cet Appel est diffusé par les réseaux féminins à l'attention du plus grand nombre de réseaux français, marocains/africains et internationaux, et en particulier des Iles Fidji.

Consultez le livre Blanc « Femmes Santé Climat » ; Plus d'information : www.climat-sante.org

AGENDA – EVENEMENTS CLIMAT

- 22 au 25 mai 2017, Innovate4Climate (Barcelone – Espagne)
- 23 mai 2017, Paris EUROPLACE New York International Financial Forum (New York – Etats Unis)
- 29 mai au 2 juin 2017, XVIème Congrès Mondial de l'Eau (Cancún - Mexique)
- 30 mai au 5 juin 2017, Semaine du développement durable 2017
- 1^{er} juin 2017, Geneva Forum for Sustainable Investment 2017 (Genève – Suisse)
- 5 juin 2017, World Circular Economy Forum - WBCSD (Helsinki, Finlande)
- 5 juin 2017, Journée Mondiale de l'environnement
- 5 au 9 juin 2017, 3rd European Climate Change Adaptation Conference (Glasgow – Écosse)
- 6 juin 2017, Conférence ORÉE sur le thème : « Autorisation environnementale et réforme de l'évaluation environnementale : quels nouveaux enjeux pour les porteurs de projets ? » (Paris)
- 6 juin 2017, Présentation des travaux du « Groupe d'Experts de Haut Niveau sur la Finance durable » ainsi que l'initiative « Paris Green and Sustainable Finance » (Paris)
- 7 et 8 juin 2017, The 16th Annual Responsible Business Summit Europe 2017 (Londres – UK)
- 13 juin 2017, Premier Meet'up GreenTech verte (Champs sur Marne)
- 13 et 14 juin 2017, Sustainable Apparel Forum (Amsterdam – Pays Bas)
- 14 juin 2017, 3ème conférence du cycle "Lost in transition?" – ACIDD (Paris)
- 14 juin 2017, Green Bond Principles - 3rd Annual Conference (Paris)
- 16 juin 2017, réunion plénière du Club France Développement Durable (Paris)
- 19 juin 2017, 7th annual Green Bonds Europe Conference (Londres – UK)
- 19 au 23 juin 2017, Semaine européenne de l'énergie 2017
- 27 et 28 juin 2017, 3e Assises de l'économie circulaire (Paris)
- 28 au 30 juin 2017, 9e Forum africain du carbone (Cotonou – Bénin)

- 29 et 30 juin 2017, Colloque de la Société Française pour le Droit de l'Environnement sur le thème "Après l'Accord de Paris, quels droits face au changement climatique ?" (Aix-en-Provence)
- 6 juillet 2017, Climate Breakfast du Climate Club (Paris)
- 10 au 19 juillet 2017, Forum politique de Haut niveau (New York – Etats Unis)
- 11 et 12 juillet 2017, Paris EUROPLACE International Financial Forum (Paris)
- 28 et 29 août, 15e Université d'été d'ACIDD (Bordeaux)
- 31 août et 1er septembre, Business and Climate Summit (BCS) (New Delhi – Inde)
- 4 et 5 septembre 2017, 10e Forum mondial convergences : "Ensemble, innovons pour un monde Zéro Exclusion, Zéro Carbone, Zéro Pauvreté !" (Paris)
- 5 au 8 septembre 2017, the 4th International Conference on Research for Development (ICRD) (Bern – Suisse)
- 9 au 15 Septembre 2017, 9ème Congrès mondial d'éducation à l'environnement (WEEC) (Vancouver – Canada)
- 11 au 17 septembre 2017, Deuxième Edition de Climate Chance (Agadir – Maroc)
- 16 et 17 septembre 2017, Sixth International Conference on Climate Change Adaptation 2017 - Unique Conferences Canada (Toronto – Canada)
- 18 au 24 septembre 2017, Climate Week (New York – Etats Unis)
- 19 au 21 septembre 2017, Cities and Climate Conference 2017 (Potsdam – Allemagne)
- 21 septembre 2017, Débat du Comité 21 sur le thème « Responsabilité sociale climatique : quels enjeux pour les acteurs non étatiques ? » (Paris)
- 25 au 27 septembre 2017, Principles for Responsible Investment - PRI in Person (Berlin – Allemagne)
- 19 octobre 2017, Débat du Comité 21 sur le thème : « L'adaptation aux changements climatiques : une nécessaire mise en débat » (Paris)
- 24 au 27 octobre 2017, 9e édition de Pollutec Maroc (Casablanca – Maroc)
- **6 au 17 novembre 2017, COP23 organisée par les îles Fidji (Bonn - Allemagne)**
- 14 novembre 2017, Troisièmes Rencontres Euro PP (Paris)
- 14 au 16 novembre 2017, World Climate Solutions (Bonn – Allemagne)
- 4 jours en novembre 2017, rencontre organisée par l'Alliance pour une Education à la Citoyenneté Planétaire de jeunes du Nord et du Sud à la COP 23 - Avec le soutien notamment de Jean Jouzel, Climatologue, Vice-président du groupe scientifique du GIEC
- 20 novembre 2017, Débat du Comité 21 sur le thème : « Quel bilan de la COP23 ? » (Paris)
- 29 novembre au 1^{er} décembre 2017, International Congress on Climate Change and its Impacts organisé par SGP (Huaraz – Pérou)
- 12 au 14 décembre 2017, World Efficiency Solutions (Paris)

Qui sommes-nous ?

Spécialisé dans le conseil en stratégie d'alliances et la communication en réseau, Alliantis accompagne les dirigeants d'entités publiques, associatives et privées soucieux d'anticiper et de s'adapter aux enjeux d'un futur durable, dans un esprit partenarial, de dialogue et d'ouverture aux autres acteurs.

Alliantis a été co-fondateur avec Hopscotch de Solutions COP21, organisé en 2015 à l'initiative du Comité 21 avec les membres et réseaux du Club France Développement durable. En 2017, Alliantis poursuit son développement en se rapprochant d'EcoAct, groupe international apportant aux entreprises et aux territoires une expertise unique pour anticiper et se transformer positivement face au changement climatique.

Si vous souhaitez nous faire parvenir des informations susceptibles d'apparaître dans cette infolettre, merci de nous envoyer un mail à Brice Lafon : blafon@alliantis.fr

Si vous ne souhaitez plus recevoir cette infolettre, merci de nous renvoyer un mail à alliantis@alliantis.fr.



Cabinet Alliantis
Tel : 01 44 56 09 56
www.alliantis.fr



www.solutionscop21.org